



Rapport Social Bond 2024



Table des matières

1. Synthèse et chiffres clés	6
Synthèse des émissions sociales du Groupe Crédit Agricole	8
2. Framework des obligations sociales du Groupe Crédit Agricole	10
3. Rapport sur le portefeuille social du Crédit Agricole et Allocation	12
4. Rapport d'impact	14
Exemples d'actifs alloués	24
Notes méthodologiques	26
Rapport de l'Auditeur	27
Avertissement	31

Éditorial

Nos émissions d'obligations sociales reflètent les priorités et les engagements du Groupe en faveur d'une transition juste.



4



Eric Campos
Directeur de
l'Engagement
Sociétal

Crédit Agricole S.A.

**Membre du Comité
exécutif**

Crédit Agricole S.A.



Olivier Bélorgey
Directeur général
délégué & Directeur
financier

Crédit Agricole CIB

**Membre du Comité
de direction**

Crédit Agricole S.A.

Le Groupe Crédit Agricole place la transition écologique et l'utilité sociale au cœur de sa Raison d'Être et de sa stratégie de développement. Parce qu'il ne conçoit pas de transition sans cohésion sociale, le Groupe affirme son action en faveur d'une transition juste dans le cadre de son Projet Sociétal et de son plan-programme de 10 engagements à horizon 2025 visant à conforter sa démarche ESG. Le programme s'articule autour de trois axes : agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone, renforcer la cohésion et l'inclusion sociale, réussir les transitions agricole et agro-alimentaire. En mars 2024, Crédit Agricole a par exemple lancé Carbioz, une solution innovante de transaction de crédits carbone volontaires produits par les agriculteurs français. Mené avec France Carbon Agri, le projet Carbioz permet d'agir pour le climat. En effet, l'identité coopérative et mutualiste du Crédit Agricole lui confère, depuis l'origine, la responsabilité d'agir localement en faveur d'un développement économique pour tous.

Premier réseau bancaire de France et première banque mutualiste coopérative dans le monde avec 8 250 agences, dont 6 750 en France, le Groupe s'appuie notamment sur les Caisses régionales de Crédit Agricole et LCL, fers de lance de sa stratégie de renforcement de la cohésion sociale à travers les territoires.

Fort de son expérience d'émetteur de référence sur le marché des obligations vertes, c'est tout naturellement que le Groupe a développé, en 2020, un cadre spécifique (ou « Social Bond Framework ») pour ses émissions d'obligations sociales. Ce cadre de référence spécifique au Groupe, applicable en France et à l'international, s'articule autour de trois objectifs majeurs :

1. La création d'emplois via le financement des PME dans les zones marquées par un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale française (dits « territoires fragilisés »).

2. Le « bien-vivre ensemble » via le financement du logement social et le financement des associations œuvrant à la promotion du sport, à l'accès à la culture et au développement des solidarités.

3. Le développement de l'accès aux services de santé via le financement des hôpitaux publics et des structures d'accompagnement des personnes âgées ainsi que des PME du domaine de la santé.

En décembre 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé avec succès sa première émission sociale en euros auprès d'investisseurs institutionnels avant d'être rejoint par Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Home Loan SFH l'année suivante. Le Groupe est désormais un émetteur récurrent sur ce marché que cela soit via des émissions Senior Unsecured (Senior Préféré et Non-Préféré) ou via des émissions Senior Secured (Covered Bonds). A noter également qu'en avril 2022, Crédit Agricole S.A. a commencé à distribuer sa première émission Impact Sociétal, à destination de l'ensemble des clients particuliers du réseau des Caisses régionales de Crédit Agricole, suivi en 2023 par sa première émission LCL Impact Social, à destination de la clientèle Banque Privée et Gestion de fortune du réseau LCL.

Nous sommes heureux de mettre à la disposition des investisseurs du Crédit Agricole le quatrième rapport sur les obligations sociales comprenant les rapports d'allocation et d'impact des obligations sociales de Crédit Agricole S.A., de Crédit Agricole Home Loan SFH, ainsi que les encours de Social Notes de Crédit Agricole CIB.

5

« [...] agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone, renforcer la cohésion et l'inclusion sociale, réussir les transitions agricole et agro-alimentaire »

1. Synthèse et chiffres clés

Afin de présenter l'impact de l'émission d'obligations sociales, l'encours de **38,4 milliards d'euros de prêts** accordés par les Caisses régionales du Crédit Agricole (73%), LCL (24%) et Crédit Agricole CIB (3%), conformes au Framework des obligations sociales a été analysé.

13,3 milliards d'euros (35% de l'encours) concernent des PME dans des territoires fragilisés : près de 134 000 prêts ont été accordés à environ 77 000 PME situées dans ces zones fragilisées. Ces PME représentent autour de 556 000 équivalents temps plein (ETP).

6 Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales, les financements permis par ces émissions s'adressent à 10 300 PME, composées d'environ 75 000 ETP au total.

Il est estimé que les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL fournissent en moyenne 10% des ressources financières utilisées par les PME bénéficiant de ces financements.

D'autres acteurs sociaux bénéficient également de prêts des Caisses régionales du Crédit Agricole, LCL et Crédit Agricole CIB :

9,0 milliards d'euros
(23%)

d'encours de prêts accordés à près de 35 000 PME du secteur de la santé, soit environ 4 600 PME pour la part affectée aux émissions sociales

7,5 milliards d'euros
(19%)

d'encours de prêts à l'accession résidentielle accordés à plus de 140 000 bénéficiaires, soit environ 42 000 bénéficiaires pour la part affectée aux émissions sociales

3,1 milliards d'euros
(8%)

d'encours de prêts accordés à plus de 500 hôpitaux publics, soit environ 70 hôpitaux pour la part affectée aux émissions sociales

3,1 milliards d'euros
(8%)

accordés à plus de 300 établissements de logement social, soit environ 40 établissements pour la part affectée aux émissions sociales

1,2 milliard d'euros
(3%)

accordé à plus de 2 000 associations œuvrant à la promotion du sport, de la culture et de la solidarité, soit environ 300 associations pour la part affectée aux émissions sociales

0,9 milliard d'euros
(2%)

accordé à 7 établissements développant des projets de télécommunication en zones rurales, soit environ 2 établissements pour la part affectée aux émissions sociales

0,3 milliard d'euros
(1%)

accordé à plus de 250 structures pour la prise en charge des personnes âgées, soit environ 30 structures pour la part affectée aux émissions sociales

0,03 milliard d'euros
(0,1%)

accordé à 3 entreprises développant des projets dans les pays émergents, soit environ 1 entreprise pour la part affectée aux émissions sociales



Synthèse des émissions sociales du Groupe Crédit Agricole

Le Groupe est engagé à publier un rapport annuel sur son site Internet (données au 30/06/2024) qui détaille « l'allocation des fonds levés par les émissions d'obligations sociales » et « l'impact social des actifs éligibles ». Le tableau suivant regroupe les différentes émissions concernées par ce rapport.

Liste des émissions sociales de Crédit Agricole S.A.

Emetteur	ISIN	Date de valeur	Maturité	Encours	Devise	Encours équivalent euro
Crédit Agricole S.A.	FR0014000Y93	09/12/2020	09/12/2027	1 000 000 000	EUR	1 000 000 000
Crédit Agricole S.A.	FR0014005J14	21/09/2021	21/09/2029	1 000 000 000	EUR	1 000 000 000
Crédit Agricole S.A.	FR001400D0Y0	12/10/2022	12/10/2026	1 000 000 000	EUR	1 000 000 000
Crédit Agricole S.A.	FR1CASAO0010	25/04/2022	25/08/2028	50 940 000	EUR	50 940 000
Crédit Agricole S.A.	FR01CASA0027	28/10/2022	25/01/2029	31 050 000	EUR	31 050 000
Crédit Agricole S.A.	FR01CASA0035	09/12/2022	09/05/2029	63 840 000	EUR	63 840 000
Crédit Agricole S.A.	FR1CASAO0077	25/07/2022	08/12/2028	68 080 000	EUR	68 080 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010043	20/02/2023	28/05/2029	50 760 000	EUR	50 760 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010118	05/06/2023	07/11/2029	84 560 000	EUR	84 560 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010019	08/03/2023	08/08/2029	91 180 000	EUR	91 180 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010183	05/09/2023	29/01/2030	74 350 000	EUR	74 350 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010282	03/01/2024	10/04/2030	184 850 000	EUR	184 850 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010340	16/02/2024	10/07/2030	217 730 000	EUR	217 730 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010415	22/05/2024	18/10/2030	75 000 000	EUR	75 000 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010423	24/05/2024	04/10/2030	4 000 000	EUR	4 000 000
Crédit Agricole S.A.	FRCASA010431	24/05/2024	04/10/2030	13 800 000	EUR	13 800 000
Total					EUR	4 010 140 000

Liste des émissions sociales covered bond (Crédit Agricole Home Loan SFH)

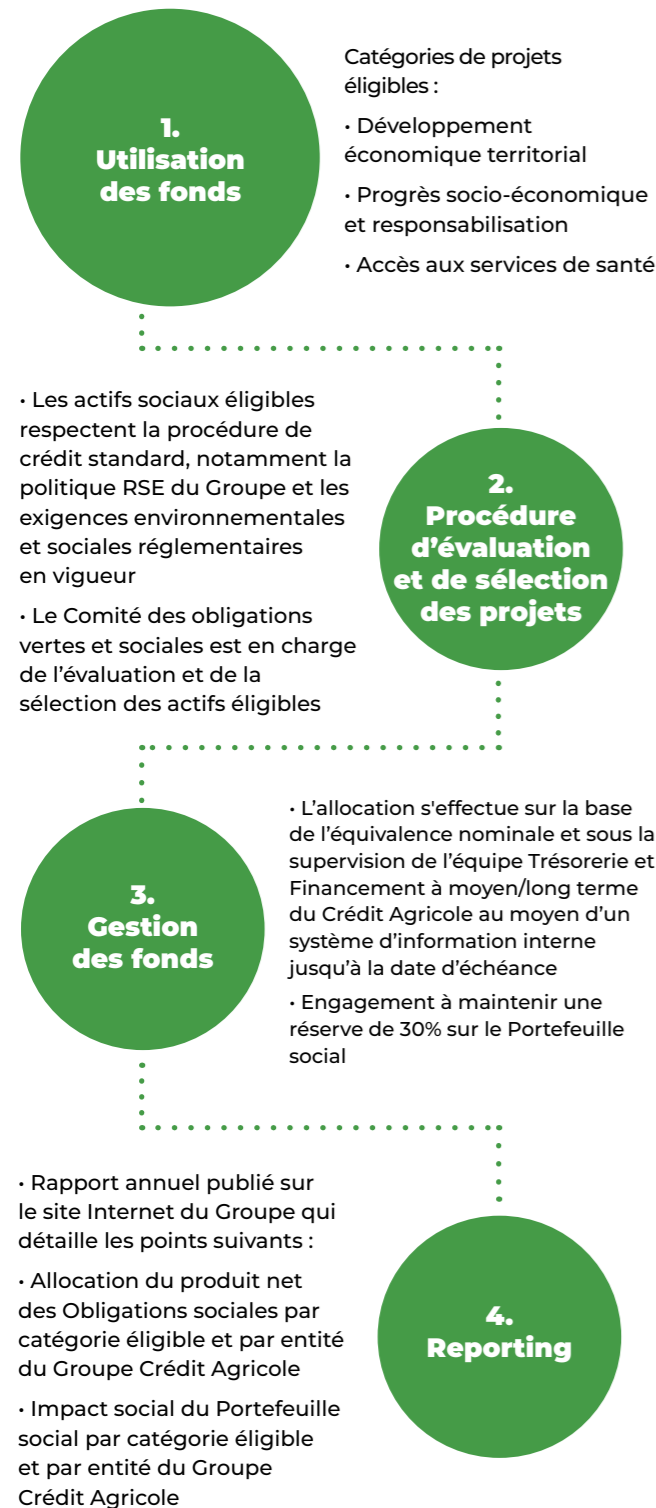
Emetteur	ISIN	Date de valeur	Maturité	Encours	Devise	Encours équivalent euro
Crédit Agricole Home Loan SFH	FR0014004EJ9	12/07/2021	12/04/2028	1 000 000 000	EUR	1 000 000 000
Crédit Agricole Home Loan SFH	FR001400IAO3	08/06/2023	08/06/2033	1 250 000 000	EUR	1 250 000 000
Total					EUR	2 250 000 000

Liste des émissions sociales de Crédit Agricole CIB

Emetteur	ISIN	Date de valeur	Maturité	Encours	Devise	Encours équivalent euro
Crédit Agricole CIB	SE0015244017	16/12/2021	09/12/2026	20 030 000	SEK	1 763 282
Crédit Agricole CIB	XS2299242904	05/04/2022	19/04/2027	55 420 000	PLN	12 861 453
Crédit Agricole CIB	SE0015244025	27/07/2022	22/07/2027	10 590 000	SEK	932 259
Crédit Agricole CIB	XS2348551404	27/07/2022	27/07/2032	2 798 000	EUR	2 798 000
Crédit Agricole CIB	XS2317967979	17/08/2022	17/08/2027	8 500 000	EUR	8 500 000
Crédit Agricole CIB	XS2317968274	17/08/2022	17/08/2032	1 000 000	EUR	1 000 000
Crédit Agricole CIB	XS2317976459	17/11/2022	17/11/2037	30 000 000	USD	28 024 288
Crédit Agricole CIB	FR1CIBFS3982	30/12/2022	30/12/2027	1 000 000	EUR	1 000 000
Crédit Agricole CIB	FR1CIBFS4386	09/01/2023	09/01/2026	10 000 000	EUR	10 000 000
Crédit Agricole CIB	XS2317975303	12/01/2023	12/01/2033	15 000 000	USD	14 012 144
Crédit Agricole CIB	XS2395300952	13/01/2023	13/01/2033	15 000 000	USD	14 012 144
Crédit Agricole CIB	XS2395303469	18/01/2023	18/01/2033	20 000 000	AUD	12 438 584
Crédit Agricole CIB	XS2395307965	10/02/2023	10/02/2033	20 000 000	AUD	12 438 584
Crédit Agricole CIB	XS2392767179	23/05/2023	23/05/2026	1 820 000	EUR	1 820 000
Crédit Agricole CIB	FR1CIBFS7264	24/05/2023	28/07/2031	42 129 000	EUR	42 129 000
Crédit Agricole CIB	FR1CIBFS8700	12/06/2023	11/08/2028	30 407 000	EUR	30 407 000
Crédit Agricole CIB	SE0020846962	26/10/2023	24/10/2029	20 000 000	SEK	1 760 641
Crédit Agricole CIB	FR2CIBFS4062	19/12/2023	19/12/2033	50 000 000	EUR	50 000 000
Crédit Agricole CIB	FR2CIBFS3700	22/12/2023	22/12/2033	70 000 000	EUR	70 000 000
Crédit Agricole CIB	FR2CIBFS8139	04/04/2024	04/04/2034	900 000	EUR	900 000
Total					EUR	316 797 379

2. Framework des obligations sociales du Groupe Crédit Agricole

Lien vers le Social Bond Framework



Le Framework des obligations sociales du Crédit Agricole est conforme à l'édition 2020 des Principes des obligations sociales de l'ICMA (tels que modifiés) et s'articule autour de ses 4 éléments essentiels :

Utilisation des fonds, Procédure d'évaluation et de sélection des projets, Gestion des fonds, Reporting.

Ce Framework des obligations sociales est le document de référence des émissions d'obligations sociales de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole : Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales du Crédit Agricole, leurs filiales et véhicules de refinancement (dénommés conjointement « Crédit Agricole »). En vertu du Framework des obligations sociales du Crédit Agricole, les entités concernées du Groupe Crédit Agricole sont autorisées à émettre des obligations sociales sous diverses formes, notamment des obligations senior non préférées, obligations senior préférées sécurisées et non sécurisées (à l'image des obligations garanties, titres ABS adossés à des actifs, ou titres RMBS adossés à des créances hypothécaires), placements publics ou privés. Le produit de chaque obligation sociale du Crédit Agricole est utilisé exclusivement pour financer ou refinancer, partiellement ou en totalité, des prêts et des investissements (« Actifs sociaux éligibles ») qui cherchent à produire des impacts sociaux positifs pour les populations cibles. Crédit Agricole S.A. alloue le produit de ses obligations sociales à des actifs sociaux éligibles inscrits à son bilan ou au bilan d'une des entités du Groupe Crédit Agricole selon le cas. Les autres émetteurs du Groupe Crédit Agricole allouent le produit de leurs propres obligations sociales exclusivement à des actifs sociaux éligibles inscrits à leur bilan¹. Afin de lever toute ambiguïté, ceci s'applique également à Crédit Agricole CIB. La combinaison de tous les actifs sociaux éligibles affectés par chaque entité du Groupe Crédit Agricole constitue le portefeuille des actifs sociaux éligibles (« Portefeuille social »), consolidé au niveau du Groupe. Le montant total de l'encours des obligations sociales émises par l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole et du financement social dédié de tierces parties (à l'image des enveloppes sociales thématiques de la CDC) doit être en permanence inférieur au montant du Portefeuille social. Conformément au Framework des obligations sociales du Crédit Agricole, le produit des émissions d'obligations sociales est alloué aux « Catégories éligibles » suivantes :

1. Développement économique territorial
2. Progrès socio-économique et responsabilisation
3. Accès aux services de santé

1. En ce qui concerne les entités du Groupe qui émettent des obligations garanties, il est possible d'inclure les actifs sociaux éligibles dans la réserve de garanties

Catégories éligibles et critères d'éligibilité



3. Rapport sur le portefeuille social du Crédit Agricole et Allocation

Les actifs sociaux du Groupe désignent des actifs financiers :

- favorisant l'accès aux biens et services essentiels (logement, emploi, santé, éducation...)
- destinés aux « populations cibles » qui peuvent être des populations vulnérables ou le grand public (lorsqu'il s'agit de promouvoir l'accès pour toutes et tous à des services tels que la santé ou l'éducation).

Dans le cadre de son Projet Sociétal, le Groupe Crédit Agricole s'est engagé à :

- Se mobiliser pour ses territoires en soutenant l'économie, l'entrepreneuriat et l'innovation en France et à l'international.
- Accompagner progrès et transformations sur les terrains sociétaux et environnementaux.
- Rester au service de toutes et tous : des ménages les plus modestes aux plus fortunés, des professionnels de proximité aux grandes entreprises internationales.

Les actifs sociaux éligibles analysés dans le cadre de « l'obligation sociale » sont :

- EHPAD publics (établissements d'hébergement médicalisé pour personnes âgées) pour les Caisses régionales du Crédit Agricole ;
- Hôpitaux publics, pour les Caisses régionales du Crédit Agricole et pour Crédit Agricole CIB ;
- Logements sociaux, pour les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL ;
- Accession résidentielle, pour les Caisses régionales du Crédit Agricole ;
- Associations œuvrant à la promotion de la culture, du sport et de la solidarité, pour les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL ;
- PME du secteur de la santé (à l'exclusion des activités controversées), pour les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL ;
- PME dans des territoires fragilisés (à l'exclusion des activités controversées), pour les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL ;
- Projets de déploiement d'infrastructures de télécommunication (haut débit / réseaux de fibre optique), dans des zones géographiques à faible densité de population en France et à l'étranger, pour Crédit Agricole CIB ;
- Projets de développement (Énergies renouvelables, réseau de distribution d'électricité, transports, télécommunication, accès à l'eau) dans les pays émergents, pour Crédit Agricole CIB.

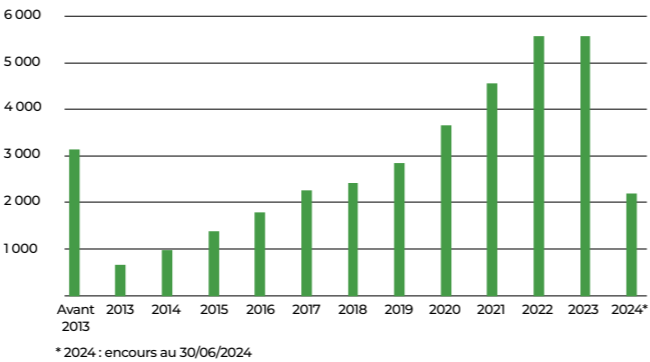
Le portefeuille de référence analysé dans le présent document a augmenté par rapport à la précédente

étude. Il inclut désormais un périmètre plus large pour les PME relevant du secteur de la santé financées par LCL, conformément au Framework.

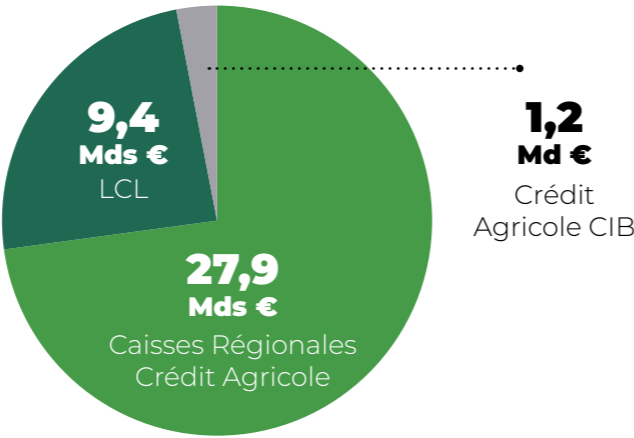
Il convient de souligner que le périmètre de l'analyse se limite au Framework des obligations sociales et ne correspond pas à l'ensemble des activités du Groupe dans ces catégories.

Encours par date d'origination des prêts

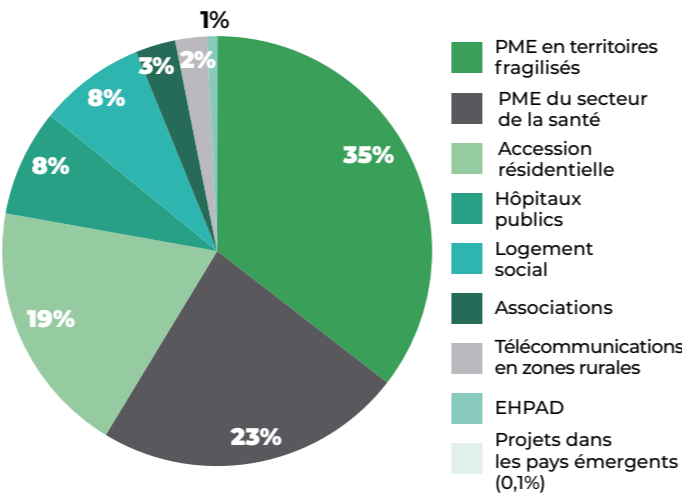
Toutes catégories confondues, hors prêts liés aux émissions sociales Crédit Agricole CIB



Répartition du portefeuille social par banque



Répartition du portefeuille social par catégorie pour l'ensemble du Groupe



Montants d'encours rapportés aux émissions Crédit Agricole S.A.* (cf tableaux p.6)

		Encours de prêts au 30/06/2024 (M€)	Montant rapporté aux émissions sociales Crédit Agricole S.A., hors SFH (M€)	Montant rapporté aux émissions sociales Crédit Agricole Home Loan SFH (M€)
1. Développement économique territorial	PME localisées dans des territoires fragilisés (à l'exclusion des activités controversées)	13 305	1 791 (45%)	
	Associations oeuvrant à la promotion de la culture, du sport et de la solidarité	1 172	158 (4%)	
2. Progrès socio-économique et responsabilisation	Logement social	3 111	419 (10%)	
	Soutien à l'accession résidentielle	7 460		2 250 (100%)
	Hôpitaux publics	2 919	393 (10%)	
3. Accès aux services de santé	EHPAD publics (établissements d'hébergement médicalisé pour personnes âgées)	257	35 (7%)	
	PME du secteur de la santé (à l'exclusion des activités controversées)	9 027	1 215 (30%)	
Total		37 252	4 010	2 250

Les émissions Crédit Agricole Home Loan SFH financent exclusivement des prêts à l'accession résidentielle. Le reste des émissions Crédit Agricole S.A. est destiné à financer les 6 autres types de bénéficiaires du portefeuille Crédit Agricole / LCL sans distinction pour l'ensemble du Groupe.

Montants d'encours rapportés aux passifs sociaux Crédit Agricole CIB** (cf tableaux p.7)

		Encours de prêts au 30/06/2024 (M€)	Montant rapporté aux émissions sociales Crédit Agricole CIB (M€)
1. Développement économique territorial	Projets de développement dans les pays émergents	33	9 (3%)
	Projets de déploiement de la fibre optique et du haut débit dans les zones non desservies	932	260 (79%)
2. Accès aux services de santé	Hôpitaux publics	220	62 (18%)
Total		1 185	331

Les actifs sociaux du groupe sont situés à 98% en France, 1% dans le reste de l'Europe et environ 1% dans le reste du monde.

* Les émissions de Crédit Agricole S.A. incluent les actifs des caisses régionales et de LCL

** Cela inclut notamment les émissions sociales et les dépôts
En raison des arrondis, le total peut ne pas être égal à 100

4. Rapport d'impact

L'analyse du portefeuille social du Groupe Crédit Agricole (38,4 milliards €) souligne notre contribution aux enjeux sociaux en France et partout dans le monde.



14

Résultats relatifs à la catégorie éligible

Prêts accordés à des PME dans des territoires fragilisés économiquement et/ou socialement (exclusion des activités controversées)*

Les PME du secteur de la santé constituent une catégorie à part, présentée ensuite

Pour l'ensemble du portefeuille social

13 305 M€

d'encours de prêts liés à des PME dans des territoires fragilisés

133 668 prêts

dédiés à cette catégorie

76 720 PME

dans des territoires fragilisés bénéficiant du financement du Groupe

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales Crédit Agricole S.A., hors SFH

1 791 M€

d'encours de prêts liés à des PME dans des territoires fragilisés

17 992 prêts

dédiés à cette catégorie

10 327 PME

dans des territoires fragilisés bénéficiant du financement du Groupe

Selon une estimation, ces PME dans des territoires fragilisés représentent près de

556 000 emplois**

et les Caisses régionales du Crédit Agricole et LCL fournissent, en moyenne

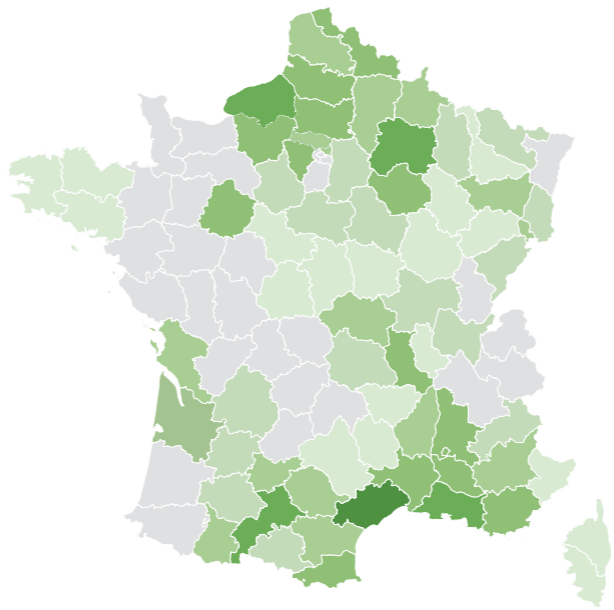
10%

des ressources financières utilisées par les PME

La moyenne de 10% est déterminée par la variation de trois principaux ratios ci-contre.

Le soutien du Groupe Crédit Agricole à travers les obligations sociales contribue à produire d'autres effets positifs dans ces territoires fragilisés et plus généralement sur l'ensemble du territoire, en soutenant la création d'emplois indirects (à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement de ces PME) et d'emplois induits (découlant de la consommation des ménages et des dépenses publiques).

Répartition géographique de l'encours de prêts par département français



0,1 M€

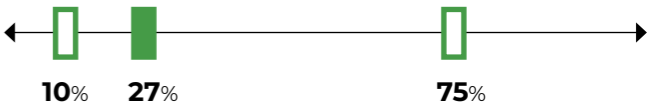
1 294 M€

* Les territoires socioéconomiquement fragilisés ont été définis comme des zones d'emploi en France présentant un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (T4 2023 en France : 7,6%).
** Calculés en Equivalent Temps Plein

Méthodologie d'estimation de la part des ressources financières mobilisées en moyenne par les PME attribuable au Groupe Crédit Agricole

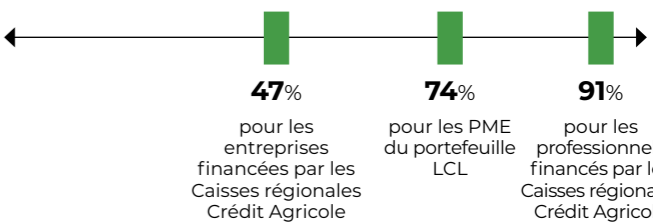
Niveau de la dette d'une PME par rapport aux fonds propres, selon son libellé NAF

Source: ESANE database 2022, INSEE



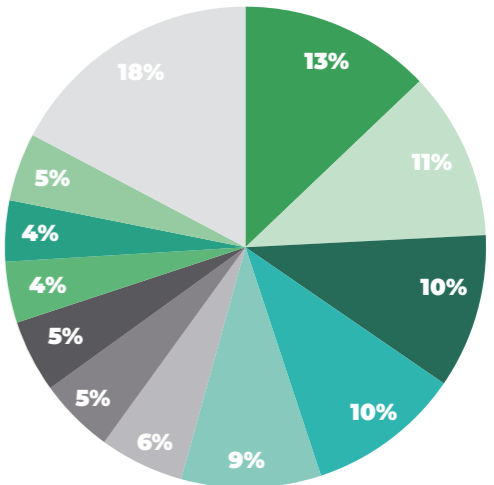
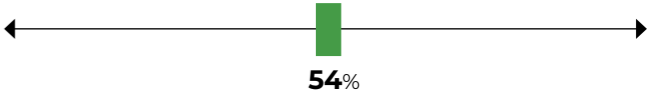
Part de marché du crédit commercial et taux de pénétration du Crédit Agricole

Source: Baromètre Kantar

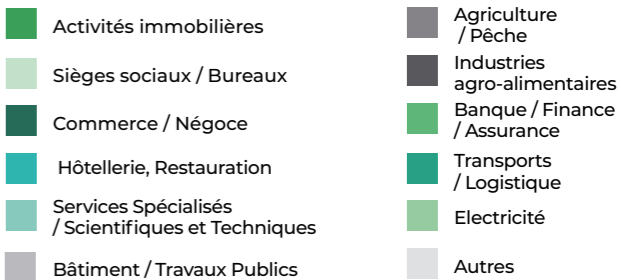


Pourcentage de la dette se composant de prêts à moyen et long terme

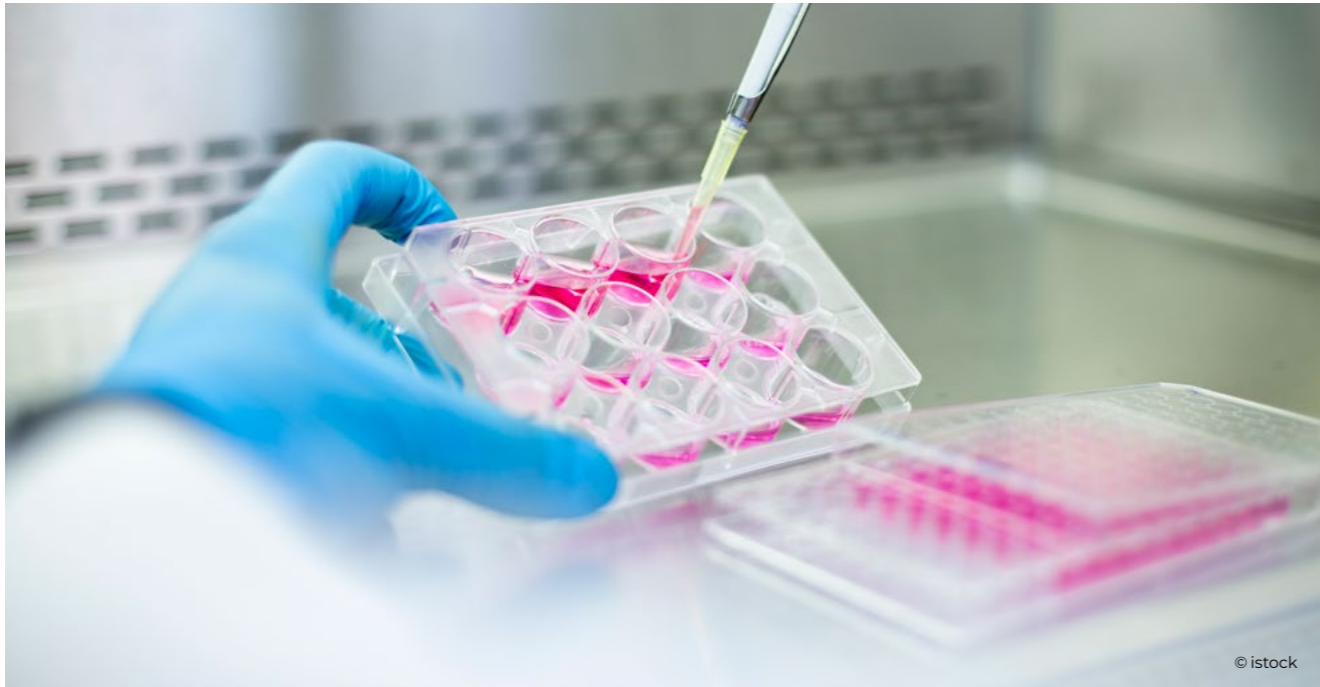
Source: FIBEN national database 2021



Répartition sectorielle de l'encours de prêts dans les PME bénéficiaires



En raison des arrondis, le total peut ne pas être égal à 100%



Résultats relatifs à la catégorie éligible
Prêts accordés à des PME du secteur de la santé

Pour l'ensemble du portefeuille social



Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole S.A., hors SFH



Résultats relatifs à la catégorie éligible
Infrastructures du système de santé publique, notamment le développement, l'acquisition de bâtiments, de structures ou d'équipements pour les hôpitaux publics

Pour l'ensemble du portefeuille social



Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole S.A., hors SFH



Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole CIB





Résultats relatifs à la catégorie éligible

Logement social, notamment la construction ou l'achat de logements destinés aux personnes à revenu modeste et aux bailleurs sociaux



Résultats relatifs à la catégorie éligible

Logement social, notamment la construction ou l'achat de logements destinés aux personnes à revenu modeste et aux bailleurs sociaux

Pour l'ensemble du portefeuille social

7 460 M€

d'encours de prêts à l'accession résidentielle

195 803 prêts

dédiés à cette catégorie

140 138 bénéficiaires

de prêts à l'accession résidentielle

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole Home Loan SFH

2 250 M€

d'encours de prêts à l'accession résidentielle

59 059 prêts

dédiés à cette catégorie

42 269 bénéficiaires

de prêts à l'accession résidentielle

Pour l'ensemble du portefeuille social

3 111 M€

d'encours de prêts liés au logement social

1 775 prêts

dédiés à cette catégorie

320 établissements

de logement social bénéficiant du financement du Groupe

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole S.A., hors SFH

419 M€

d'encours de prêts liés au logement social

239 prêts

dédiés à cette catégorie

43 établissements

de logement social bénéficiant du financement du Groupe



Résultats relatifs à la catégorie éligible

Associations sans but lucratif, associations, fondations et structures philanthropiques locales, notamment celles oeuvrant à la promotion de la culture, du sport et de la solidarité

Pour l'ensemble du portefeuille social

1 172 M€

d'encours de prêts liés à des associations oeuvrant à la promotion de la culture, du sport et de la solidarité

4 177 prêts

dédiés à cette catégorie

2 231 associations

bénéficiant du financement du Groupe

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole S.A., hors SFH

158 M€

d'encours de prêts liés à des associations

562 prêts

dédiés à cette catégorie

300 associations

bénéficiant du financement du Groupe



Résultats relatifs à la catégorie éligible

Infrastructures d'accueil des personnes âgées, notamment le développement, l'acquisition de bâtiments, de structures ou d'équipements pour les maisons de retraite publiques et les structures d'accueil des personnes handicapées

Pour l'ensemble du portefeuille social

257 M€

d'encours de prêts liés à des structures pour la prise en charge des personnes âgées

378 prêts

dédiés à cette catégorie

260 structures

pour la prise en charge des personnes âgées bénéficiant du financement du Groupe

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole S.A., hors SFH

35 M€

d'encours de prêts liés à des structures pour la prise en charge des personnes âgées

51 prêts

dédiés à cette catégorie

35 structures

pour la prise en charge des personnes âgées bénéficiant du financement du Groupe



Résultats relatifs à la catégorie éligible

Déploiement de la fibre optique et du haut débit dans les zones non desservies pour lutter contre l'exclusion numérique, notamment dans les zones rurales



Résultats relatifs à la catégorie éligible

Accès aux biens et services essentiels dans les pays émergents via le financement des infrastructures associées

Pour l'ensemble du portefeuille social

932 M€

d'encours de prêts liés au financement des technologies d'information et de communication en zones rurales

7 prêts

dédiés à cette catégorie

7 établissements

déployant les technologies d'information et de communication en zones rurales

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole CIB

260 M€

d'encours de prêts liés au financement des technologies d'information et de communication en zones rurales

2 prêts

dédiés à cette catégorie

2 établissements

déployant les technologies d'information et de communication en zones rurales

Pour l'ensemble du portefeuille social

33 M€

d'encours de prêts liés à des projets de développement dans les pays émergents

4 prêts

dédiés à cette catégorie

3 projets

de développement en pays émergents bénéficiant du financement du Groupe

Pour la seule part affectée aux émissions d'obligations sociales
Crédit Agricole CIB

9 M€

d'encours de prêts liés à des projets de développement dans les pays émergents

1 prêt

dédié à cette catégorie

1 projet

de développement en pays émergents bénéficiant du financement du Groupe

Exemples d'actifs alloués

Bailleur social : financement d'une maison de santé pluridisciplinaire

La SEMCODA

Financement d'une maison de santé pluridisciplinaire

LCL Banque des Entreprises et des Institutionnels est intervenu auprès du bailleur social SEMCODA dans le financement de la maison de santé à Sennecey-le-Grand à hauteur de 1,7M€.

Cet espace de santé de 1309m² a permis notamment l'installation de 4 médecins, d'un laboratoire d'analyse, d'un cabinet infirmier, d'une psychologue, d'un dentiste, d'une sage-femme ainsi qu'une offre d'aide à la personne. Cette maison de santé pluridisciplinaire a été construite en coordination de la SEMCODA avec les élus locaux afin de permettre un meilleur accès aux soins pour les habitants.

Ce financement s'inscrit dans la volonté de LCL d'agir en faveur de la prévention et de l'accès à la santé.

Lieu : Sennecey-le-Grand, France
Entité du Groupe : LCL Banque des Entreprises et des Institutionnels



Fondation : Financement de deux villages d'enfants

Action Enfance

Financement de deux villages d'enfants



LCL Banque des Entreprises et des Institutionnels est intervenu auprès de la fondation Action Enfance pour le financement de ses deux premiers social loans à hauteur de 15,7M€.

Ces prêts visent à la construction de deux villages d'enfants à Chinon (Indre et Loire) et Boissettes (Seine et Marne), chacun conçu pour accueillir et protéger des enfants en danger.

Ces deux écoVillages suivent des normes environnementales strictes (certification E2 ou E3-C2). Cette initiative s'inscrit dans l'engagement de LCL pour l'inclusion sociale.

Lieu : Chinon, Boissettes, France
Entité du Groupe : LCL Banque des Entreprises et des Institutionnels

Hôpitaux : financement d'un hôpital public

Summano Sanita SpA

Financement d'un hôpital public



Crédit Agricole CIB Italia a financé un hôpital public au sein d'une infrastructure de santé à Santorso, en Italie. Cette infrastructure dédiée à la santé publique comprend 13 salles d'opération, 465 lits et 63 cliniques ambulatoires dans la province de Vicence, au pied des Petites Dolomites. Le projet est situé dans une zone d'environ 185 000 mètres carrés. Le développement et la construction de l'hôpital prennent en compte une durabilité environnementale, comme la récupération et la réutilisation de l'eau de pluie et un parc vert d'environ 72 000 mètres carrés. L'hôpital gère également les services hospitaliers non essentiels, grâce à des outils, des technologies et une automatisation de pointe. Ainsi, le projet contribue positivement aux besoins de la région en matière de soins de santé.

Lieu : Santorso, Italie
Entité du Groupe : Crédit Agricole CIB Italia

Hôpitaux : financement d'un hôpital public

Hôpital Public Saint Denis

Financement du projet de restructuration des urgences et de modernisation des capacités d'hospitalisation

Le Crédit Agricole d'Ile de France accompagne l'hôpital public de Saint Denis dans le cadre de son plan pluriannuel d'investissements 2023/2027 qui prévoit notamment un vaste projet de restructuration des urgences et la modernisation des capacités d'hospitalisation de l'établissement. Ces investissements ont été identifiés comme prioritaires par l'ARS dans le cadre de la stratégie régionale d'investissement en santé et bénéficient d'une subvention au titre du SEGUR sur le volet investissement. Unique établissement de santé public du territoire de Plaine Commune (435 000 hbts), le CH de St Denis est constitué de deux hôpitaux principaux (Casanova et Delafontaine) et dispose d'une capacité totale d'accueil de 839 lits et places. Il offre des services d'hospitalisation et de consultations en médecine, chirurgie, obstétrique (MCO), une maternité et des services de gériatrie et de pédopsychiatrie. Il accueille également les urgences et dispose d'un service mobile d'urgences (SMUR) régulé par le SAMU 93. Il est également l'un des établissements supports du Groupe Hospitalier de Territoire (GFT) Plaine de France avec le centre Hospitalier de Gonesse (95).

Lieu : Saint-Denis
Entité du Groupe : Caisse Régionale Crédit Agricole Ile de France



Notes méthodologiques

UTOPIES © Crédit Agricole a fait appel au cabinet UTOPIES, agence pionnière de conseil en stratégies de développement durable fondée en 1993, afin de développer les approches méthodologiques et la présentation du présent Rapport Social Bond.

Détail des catégories éligibles examinées :

• Les territoires fragilisés désignent les zones présentant à la fin du quatrième trimestre 2023 un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (voir la description complète de la méthodologie ci-après). Dans ces territoires, les PME ayant plus de 250 équivalents temps plein et i) plus de 50M€ de chiffre d'affaires ou ii) plus de 43M€ de total bilan sont exclues.

• En ce qui concerne les PME du secteur de la santé, la liste des activités éligibles figure dans le Framework des obligations sociales du Groupe Crédit Agricole. Les PME ayant plus de 250 équivalents temps plein et i) plus de 50M€ de chiffre d'affaires ou ii) plus de 43M€ de total bilan sont exclues.

• En ce qui concerne les PME dans des territoires fragilisés et les PME du secteur de la santé, les activités controversées (tabac, nucléaire...) sont exclues. Ces secteurs sont précisés dans le Framework des obligations sociales du Groupe Crédit Agricole.

• Pour ces mêmes catégories, un contrôle supplémentaire a été ajouté cette année, sur la base de la personnalité juridique des entités financées. Cela a amené à exclure du portefeuille des Caisses Régionales une faible portion de prêts octroyés à des collectivités publiques. Toutefois, la donnée de contrôle de la personnalité juridique n'étant pas disponible dans le portefeuille LCL, les données relatives aux PME sont susceptibles d'intégrer des montants marginaux octroyés à des collectivités publiques.

• Les prêts réglementés sont également exclus du périmètre de l'étude.

Méthodologie d'estimation du nombre d'emplois dans les PME

L'ambition du Crédit Agricole est d'être au service de toutes et tous et d'accompagner le développement des territoires.

• Les territoires socioéconomiquement fragilisés ont été définis comme des zones d'emploi en France présentant un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (T4 2023 en France : 7,5%). La méthodologie visant à identifier ces territoires a été élaborée en exploitant les données publiques fournies par l'INSEE (Institut national

de la statistique et des études économiques). La liste des zones éligibles sera mise à jour chaque année en fonction des données de l'INSEE. Le Portefeuille social du Crédit Agricole sera le reflet permanent du marché du travail français.

• Lorsque le nombre d'ETP n'était pas renseigné dans les données, il a été estimé à partir du nombre moyen d'ETP dans le même secteur et le même département dans le portefeuille de l'année précédente. Lorsque cette donnée n'était pas disponible, la base Open Data INSEE a été utilisée pour estimer les ETP.

Méthodologie d'estimation de la part des ressources financières mobilisées en moyenne par les PME attribuable au Groupe Crédit Agricole

La part moyenne des ressources financières des PME bénéficiaires attribuable au Groupe Crédit Agricole (10%) est déterminée par la variation de trois principaux ratios :

• Le niveau de la dette des PME (en % des capitaux propres) selon le libellé NAF au niveau national (source : ESANE, INSEE). La moyenne non pondérée du portefeuille des actifs éligibles s'établit à 27%, dans une fourchette de 10% à 75% en fonction du secteur.

• La part de marché du crédit commercial et le taux de pénétration du Crédit Agricole (source : Étude de marché, TNS, Kantar), avec :

- une moyenne de 47% pour les entreprises et 91% pour les professionnels financés par les Caisses régionales du Crédit Agricole
- 74% moyenne estimée pour les PME financées par LCL (d'après la répartition entreprises / professionnels du portefeuille 2021)
- pour une moyenne non pondérée pour le portefeuille des actifs éligibles à 75%

• Le pourcentage de la dette se composant de prêts à moyen et long terme avec une moyenne de 54% (source : base de données nationale FIBEN).

Méthodologie de collecte de données pour les autres catégories de bénéficiaires (hors PME)

Pour les autres catégories éligibles, Crédit Agricole s'appuie sur des systèmes informatiques internes pour collecter les données d'impact.

Rapport de l'Auditeur

CREDIT AGRICOLE GROUP

Independent practitioner's limited assurance report on the sustainability information in the Crédit Agricole Group's 2024 Social Bond Report



Independent practitioner's limited assurance report on the sustainability information in the Crédit Agricole Group's 2024 Social Bond Report

To the directors of Crédit Agricole S.A.,
12 Place des Etats-Unis
92127 Montrouge cedex

Limited assurance conclusion

In accordance with section "III.B External Audit" of the "Crédit Agricole Social Bond Framework" published in November 2020 (the "2020 Social Bond Framework"), we have conducted a limited assurance engagement on the sustainability information of Crédit Agricole Group (the "Company") presented below and included on page 13 in the tables "Outstanding loans related to Crédit Agricole S.A. issuances" and "Outstanding loans related to Crédit Agricole CIB issuances" (the "Tables") of the 2024 Social Bond Report (the "2024 Social Bond Report") (the "Identified Sustainability Information"):

- the information related to the allocation as at 30 June 2024 presented in the columns "Amount dedicated to the Issuances of Crédit Agricole S.A., excl. SFH(€ mn)", "Amount dedicated to the Issuances of Crédit Agricole Home Loan SFH (€ mn)" and "Amount dedicated to the Issuances of Crédit Agricole CIB (€ mn)" of the Tables, in respect of the social bonds issued by Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Home Loan SFH and Crédit Agricole CIB listed on page 9 in the tables "List of Crédit Agricole S.A. Social Bond Issuance", "List of Crédit Agricole Home Loan SFH social covered bond Issuances" and "List of Crédit Agricole CIB social Issuances" of the 2024 Social Bond Report for a total aggregate amount of EUR 6 576 937 379 (the "2024 Social Bonds") to the Crédit Agricole Group's social assets presented in section "2. Overview of the Crédit Agricole Group Social Bond Framework" of the 2024 Social Bond Report (the "Eligible Social Assets");
- the Eligible Social Assets as described in the section II.A titled "Use of Proceeds" of the 2020 Social Bond Framework published in November 2020.

Based on the procedures we have performed and the evidence we have obtained, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Identified Sustainability Information is not prepared, in all material respects, in accordance with the criteria set out in section "II.A Use of Proceeds" of the 2020 Social Bond Framework available on the Company's website and applied as explained in section "2. Overview of the Crédit Agricole Group Social Bond Framework" of the 2024 Social Bond Report.

CREDIT AGRICOLE GROUP

Independent practitioner's limited assurance report on the sustainability information in the Crédit Agricole Group's 2024 Social Bond Report

Basis for conclusion

We conducted our limited assurance engagement in accordance with International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000 (Revised), *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information* ("ISAE 3000 (Revised)"), issued by the International Auditing and Assurance Standards Board.

We believe that the evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our conclusion. Our responsibilities under this standard are further described in the Practitioner's responsibilities section of our report.

Our independence and quality management

We have complied with the independence and other ethical requirements of the French Code of Ethics for Statutory Auditors (*Code de Déontologie*) as well as the provisions set forth in article L.821-28 of the French Commercial Code (*Code de Commerce*) and the International Code of Ethics for Professional Accountants (including International Independence Standards) issued by the International Ethics Standard Board for Accountants (IESBA Code), which is founded on fundamental principles of integrity, objectivity, professional competence and due care, confidentiality and professional behaviour.

The firm applies International Standard on Quality Management 1, which requires the firm to design, implement and operate a system of quality management including policies or procedures regarding compliance with ethical requirements, professional standards and applicable legal and regulatory requirements.

Responsibilities for the Identified Sustainability Information

Management of the Company is responsible for:

- The preparation of the Identified Sustainability Information in accordance with the criteria set out in section "II.A Use of Proceeds" of the 2020 Social Bond Framework, applied as explained in section "2. Overview of the Crédit Agricole Group Social Bond Framework" of the 2024 Social Bond Report (the "Criteria");
- Designing, implementing and maintaining such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of the Identified Sustainability Information, in accordance with the Criteria, that is free from material misstatement, whether due to fraud or error; and
- The selection and application of appropriate sustainability reporting methods and making assumptions and estimates that are reasonable in the circumstances, if any.

Practitioner's responsibilities

Our responsibility is to plan and perform the assurance engagement to obtain limited assurance about whether the Identified Sustainability Information is free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a limited assurance report that includes our conclusion. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could

CREDIT AGRICOLE GROUP

Independent practitioner's limited assurance report on the sustainability information in the Crédit Agricole Group's 2024 Social Bond Report

reasonably be expected to influence decisions of users taken on the basis of the Identified Sustainability Information.

As part of a limited assurance engagement in accordance with ISAE 3000 (Revised) we exercise professional judgement and maintain professional scepticism throughout the engagement. We also:

- Determine the suitability in the circumstances of the Company's use of the Criteria as the basis for the preparation of the Identified Sustainability Information.
- Perform risk assessment procedures, including obtaining an understanding of internal control relevant to the engagement, to identify where material misstatements are likely to arise, whether due to fraud or error, but not for the purpose of providing a conclusion on the effectiveness of the Company's internal control.
- Design and perform procedures responsive to where material misstatements are likely to arise in the Identified Sustainability Information. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

Summary of the work performed

A limited assurance engagement involves performing procedures to obtain evidence about the Identified Sustainability Information. The procedures in a limited assurance engagement vary in nature and timing from, and are less in extent than for, a reasonable assurance engagement. Consequently, the level of assurance obtained in a limited assurance engagement is substantially lower than the assurance that would have been obtained had a reasonable assurance engagement been performed.

The nature, timing and extent of procedures selected depend on professional judgement, including the identification of where material misstatements are likely to arise in the Identified Sustainability Information, whether due to fraud or error.

In conducting our limited assurance engagement, we:

- Considered the Identified Sustainability Information, and through interviews, obtained an understanding of the procedures implemented by the Company to produce the Identified Sustainability Information;
- Obtained, through interviews, an understanding of Crédit Agricole Group 's control environment and the information systems relevant to the production of the Identified Sustainability Information, noting that we did not test the design and operational effectiveness of the information systems and controls relevant to the production of the Identified Sustainability Information;
- Assessed the eligibility of a sample of Eligible Social Assets with respect to the 2020 Social Bond Framework;
- Performed the necessary reconciliations between the Identified Sustainability Information and the accounting records and verifying that the information is consistent with the data used to prepare the Crédit Agricole Group's condensed interim consolidated financial statements as at 30 June 2024;

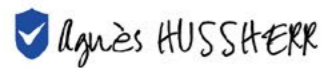
CREDIT AGRICOLE GROUP

Independent practitioner's limited assurance report on the sustainability information in the Crédit Agricole Group's 2024 Social Bond Report

- Assessed the overall consistency of the Identified Sustainability Information in relation to our knowledge of the Crédit Agricole Group.

Neuilly-sur-Seine, 5 June 2025

PricewaterhouseCoopers Audit



Agnès Husserr

Avertissement

Le présent document (« Rapport sur les obligations sociales ») a été préparé par Crédit Agricole S.A. (ci-après désigné conjointement avec chacune de ses sociétés affiliées et filiales, Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, Caisses Locales et chacune de leurs filiales ou sociétés affiliées respectives, le « Groupe Crédit Agricole ») à titre indicatif exclusivement et n'est pas destiné à fournir une information exhaustive. Ce document peut contenir ou incorporer par référence des informations publiques qui n'ont pas fait l'objet d'une quelconque vérification, approbation ou acceptation de la part des entités du Groupe Crédit Agricole et, par conséquent, aucune déclaration, aucune garantie ni aucun engagement, explicite ou implicite, n'est donné à cet égard, et aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, ne peut être recherchée à l'encontre de l'une ou l'autre des entités du Groupe Crédit Agricole quant à la sincérité, l'exactitude, la précision et l'exhaustivité des informations figurant dans ce rapport. Ni les entités du Groupe Crédit Agricole, ni leurs dirigeants, représentants, mandataires ou employés respectifs ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour un quelconque préjudice, que ce soit pour négligence ou pour toute autre raison, pouvant résulter de l'utilisation de ce document ou de son contenu ou de tout ce qui lui est relatif ou autre document ou information auquel il pourrait faire référence.

Les informations énoncées dans le présent document n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. La somme des valeurs figurant dans ce document peut différer légèrement du total présenté en raison des arrondis. Certaines données sont calculées sur la base de méthodologies nouvelles et innovantes qui pourraient évoluer à l'avenir.

Le présent document ne peut pas être interprété comme un conseil financier ou juridique. Il ne constitue pas une offre ou une proposition de vendre, d'acheter ou de souscrire des titres financiers et ne doit pas être considéré comme un document relevant d'un contrat ou d'un engagement de quelque nature que ce soit et n'a fait l'objet d'aucune approbation par une autorité réglementaire quelconque. Une offre de titres, pour autant qu'elle soit faite, s'effectuera uniquement au moyen d'un prospectus, d'une notice d'offre, d'une circulaire d'information ou de tout autre document juridique et les investisseurs ne doivent pas souscrire à des titres financiers sans avoir reçu une telle documentation juridique qu'ils doivent revoir en intégralité et avec attention.

Sans restreindre la portée générale de ce qui précède,

le présent document ne constitue pas une offre de vente ou d'achat ou une proposition de vente ou d'achat de titres financiers aux États-Unis ou dans toute autre juridiction. Plus particulièrement, aucun titre mentionné dans le présent document n'a été et ne sera enregistré en vertu de et conformément à la Loi américaine sur les Valeurs mobilières (« U.S. Securities Act ») et ne peut être offert ou vendu aux États-Unis et/ou à des ressortissants américains ou au bénéfice de ou pour le compte de ressortissants américains sauf en cas d'exemption aux exigences d'enregistrement du U.S. Securities Act. Le Groupe Crédit Agricole n'a pas l'intention de faire enregistrer tout ou partie d'une offre aux États-Unis ou de lancer une offre publique de titres aux États-Unis.

Le présent document n'est pas destiné à être distribué ou utilisé par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où une telle distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires. Les personnes qui peuvent en avoir connaissance doivent se renseigner sur l'existence de restrictions qui leur seraient applicables et les respecter.

Ce document peut contenir des informations et des déclarations prospectives qui ne sont pas fondées sur des faits historiques. Aucune projection, anticipation, estimation ou perspective énoncée dans les présentes ne doit être considérée comme des prévisions ou des engagements et ne doit être interprétée comme une indication, une assurance ou une garantie de l'exactitude ou de l'exhaustivité des hypothèses sur lesquelles lesdites projections, anticipations, estimations ou perspectives se fondent ou, dans le cas des hypothèses, de leur mention exhaustive dans le document.

Le Groupe Crédit Agricole ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations du présent document ou des déclarations qui y figurent de façon à refléter l'évolution réelle d'hypothèses ou de facteurs ou à notifier les destinataires en cas de changement d'une quelconque information, projection, prévision ou estimation des présentes ou si celles-ci s'avèrent inexactes par la suite.

Le présent document a été élaboré en se fondant notamment sur des informations exclusives et confidentielles du Groupe Crédit Agricole et est disponible sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. <https://www.credit-agricole.com/>. Il ne peut être reproduit, redistribué ou transmis, directement ou indirectement, à toute autre personne ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de Crédit Agricole S.A.



Aurélien HARFF

Head of Medium
and Long Term Funding,
Crédit Agricole Group

+ 33 1 41 89 01 30
aurelien.harff@ca-cib.com

Xavier Saphore

ESG Funding,
Crédit Agricole Group

+ 33 1 57 87 02 31
xavier.saphore@ca-cib.com

Catherine Lim

ESG Funding,
Crédit Agricole Group

+ 33 1 41 89 11 56
catherine.lim@ca-cib.com